

Christian SAUTTER

## LA BARBICHETTE IRLANDAISE

mercredi 24 novembre 2010

Un noyé négociant sa bouée de sauvetage ? Incroyable mais vrai. Le gouvernement irlandais a consenti à être sauvé de la faillite par un prêt européen de 90 Mds €, après avoir tergiversé et posé ses conditions. Longtemps appelée « le tigre celtique » pour sa croissance rapide, l'Irlande avait joué sur deux tableaux.

Elle avait attiré de nombreuses entreprises anglo-saxonnes grâce à sa fiscalité avantageuse : l'impôt sur le bénéfice des sociétés n'y est que de 12,5%, comparé à 28% aux Etats-Unis, 34,4% en France, 39,2% au Royaume-Uni (Echos 241110).

Et elle a joué au casino immobilier avec frénésie, en promettant des rendements mirifiques aux épargnants de la terre entière. Les trois principales banques ont rivalisé d'imprudences et se sont retrouvées à découvert quand la bulle spéculative a crevé. Qui était supposé les surveiller à l'époque de leurs folies ? Un certain Brian Cowen, Ministre des Finances de 2004 à 2008, devenu l'actuel chef du gouvernement en mai 2008 ! Incompétent ou idéologue, c'est cet incendiaire qui est supposé éteindre le feu aujourd'hui.

Deux indicateurs mesurent la fièvre du tigre malade : le déficit des finances publiques a été de 14% du PIB en 2009 et avoisinera 33% en 2010. Et la dette publique, qui était raisonnable en 2009 (65% du PIB) va monter à 99% en 2010.

Pourquoi a-t-on entendu les ministres européens des Finances exprimer ce qui ressemble à un « lâche soulagement » à la nouvelle que le gouvernement irlandais acceptait enfin de passer sous les fourches caudines du FMI et de l'Union européenne, imposant une discipline de fer et prêtant 90 Mds €, fournis par tiers par les pays de la zone euro, par les pays européens non membres de cette zone et par le FMI ? Pour deux raisons.

La première est que « les marchés » avaient porté la prime de risque de l'Etat irlandais à un niveau record : il emprunte à 9%, 6% de plus que l'Allemagne, l'archétype du bon risque. La deuxième raison est encore plus inquiétante : les dépôts dans les banques irlandaises fondaient à un rythme qui s'était fortement accéléré à la fin de la semaine dernière. Les grands argentiers craignent comme le choléra l'enchaînement des paniques financières. L'Irlande tenait donc par la barbichette les banques européennes qui lui avaient fait confiance et crédit.

Or, cette décision de sauver trois banques irlandaises en délire et un gouvernement incompétent est injuste et inefficace. Pourquoi ?

Injuste, parce que la facture finale devrait être payée par les familles irlandaises. Pas par les entreprises « irlandaises », puisque l'Irlande semble avoir convaincu ses partenaires qu'il était inopportun de relever le taux dérisoire d'impôt sur le bénéfice des sociétés, malgré les molles protestations de l'Allemagne et de la France.

Comme la facture est abyssale, les Irlandais ne pourront l'acquitter entièrement, malgré les nouvelles coupes sombres que M. Cowen s'apprête à faire dans les transferts sociaux, les salaires des fonctionnaires, le salaire minimum. D'autant que ces coupes provoqueront une nouvelle baisse de la production réduisant d'autant les recettes publiques : la production irlandaise a déjà chuté de 7% l'an dernier à la suite d'un premier plan d'austérité. La nouvelle saignée prescrite par les médecins de Molière tuera peut-être le malade ! Il est donc plus que probable que les contribuables européens ne reverront pas la couleur de leurs 60 Mds € et que le FMI fera une croix celtique sur ses 30Mds €.

Solution inefficace ? On l'a déjà compris : l'Irlande va s'enfoncer dans la dépression, avec une dette impossible à éponger. Le paquet de 2010 permettra de gagner au mieux trois ans avant que l'Etat irlandais se déclare insolvable, « en défaut » comme disent les spécialistes.

Si l'Irlande était seule à souffrir des bêtises de ses trois banques et de son gouvernement, ce ne serait pas trop grave pour l'Union Européenne. Mais en fait, « les marchés », qui font la Une du Monde deux jours de suite, ont compris qu'ils menaient la danse.

Parlons plutôt des SPÉCULATEURS de Wall Street et d'ailleurs, qui s'ébattent dans les « salles de marché », modernes roulettes du casino financier. Ces spéculateurs ayant pignon sur rue se comportent vis-à-vis de l'euro comme une meute de hyènes pourchassant un troupeau de zèbres. Ils ne s'attaquent pas aux forts, mais harcèlent et blessent ceux qui sont à la traîne. La Grèce ayant permis des marges confortables (et mobilisé 110 Mds€), ce fut au tour de l'Irlande (avec ses 90Mds€).

La presse financière crépite de rumeurs sur la prochaine victime, hésitant entre le Portugal et l'Espagne. Le Portugal pourrait encore être secouru, mais l'Espagne est un trop gros gibier pour le Fonds de soutien européen actuel. Cette chasse sans fin et sans merci ne pourra s'achever que par la défaite des spéculateurs ou l'éclatement de l'Europe.

Alors que faire ? Quatre idées.

Premièrement, faire payer leurs erreurs aux banques et à leurs actionnaires, comme le recommande Angela Merkel. La méthode irlandaise de nationaliser les pertes privées puis de mettre l'Etat sous tutelle internationale est absurde. Cela permet à la banque la plus petite d'exercer le chantage de faire crouler la pyramide des dominos de la finance mondiale si elle n'est pas secourue. Il aurait fallu mettre en faillite les banques irlandaises, qui n'ont pas un poids suffisant pour mettre le monde en péril (à la différence des grandes banques américaines).

Deuxièmement, pousser les gouvernements incompetents hors de la zone euro. Il existe une procédure de « opt out » qui a permis au Royaume-Uni, au Danemark et à la Suède de ne pas entrer dans la zone euro. Pourquoi ne pas appliquer la même procédure pour que sortent « volontairement » les Etats incapables d'assumer les contraintes d'une Union monétaire ? La Grèce et l'Irlande ne seraient pas au fond d'un trou de déflation dont elles ont peu de chance de sortir et qui menacera un jour leur vie démocratique, si elles étaient sorties de la zone Euro, avaient dévalué fortement leur monnaie, cessé de payer leurs créanciers extérieurs et mis en œuvre volontairement des politiques d'austérité, moins brutales que celles appliquées actuellement. L'Argentine et la Russie se sont déclarées « en défaut » durant les années 1990 et elles n'en sont pas mortes.

Troisièmement, la seule façon de casser les pattes aux hyènes spéculatrices, c'est de taxer faiblement mais systématiquement les transactions financières. Les allers et retours de milliards de dollars dans la journée seraient découragés. Les millions de dollars, qui ne passent qu'une fois pour s'investir à long terme, ne seraient pas gênés.

Quatrièmement, construire enfin une vraie Europe fédérale et resserrée. Le bateau européen est parfait pour naviguer par beau temps, mais il ne tient pas le cap dans la tempête mondiale.

Resserrée, la zone euro serait plus solide face aux hyènes de la spéculation. Resserrée signifie que les membres du club Euro s'imposeraient des disciplines plus strictes dans les champs comptables, budgétaires et financiers, et que ceux, petits ou grands, qui n'accepteraient pas ces règles partiraient jouer leur jeu personnel.

Fédérale veut dire que les Etats-Unis d'Europe disposeraient enfin, comme les Etats-Unis d'Amérique ou la Confédération helvétique, d'un gouvernement fédéral disposant d'un ample budget fédéral. Ce budget pourrait être alimenté par une taxe carbone prélevée sur les particuliers comme sur les entreprises, et par la taxe sur les transactions financières. Complété par une capacité d'emprunt de la Banque Européenne d'Investissement, il pourrait financer de grands travaux à la Roosevelt : trains à grande vitesse, réseaux de fibre optique, labos de recherche partagée, énergies renouvelables, logements sociaux. Ces chantiers bénéficieraient par priorité aux pays les plus excentrés de l'Union européenne, appartenant à la couronne des pays qui ne seraient pas membres du cœur de la zone Euro.

« Je hais les tièdes » a dit un prophète. L'Europe escalade depuis soixante ans une paroi verticale, où elle a déjà fait des progrès miraculeux à l'échelle de l'histoire. Elle aborde un surplomb, un passage particulièrement difficile. Elle doit donner un coup de reins ou risque de glisser dans le vide.

Christian Sautter